



Freie Arbeiter\*innen Union – Union des travailleur\*euses libres  
Case Postale 2368  
3001 Bern  
faunion.ch | info@faunion.ch

Bureau :  
Quartiergasse 17  
3013 Berne  
PC 30-276725-1

M. Frédéric Journès  
Ambassade de France  
Schosshaldenstrasse 46  
3006 Berne

Berne, le 19 avril 2023

## Déclaration concernant la crise institutionnelle en France

Cher Monsieur Frédéric Journès,

Nous, travailleurs et travailleuses de Suisse affilié.e.s à la FAU, avons le regard tourné vers la crise qui se déroule en France. Nous voyons avec inquiétude la manière dont nos semblables sont traité.e.s de l'autre côté de la frontière. Le mépris pour la voix souveraine du peuple français nous inquiète. L'arrogance du gouvernement envers celles et ceux qu'il est censé représenter nous choque. Ses mensonges grossiers assénés sans conséquence nous offensent. Les provocations du président nous semblent d'un autre âge. La colère du peuple français est légitime. C'est l'entêtement d'Emmanuel Macron qui ne l'est plus. Il est urgent d'écouter la voix des travailleurs et des travailleuses de France. Urgent de rassembler pour inventer la suite au lieu de diviser.

Une réforme aussi fondamentale que l'augmentation de l'âge à la retraite ne peut être imposée avec des méthodes aussi autoritaires, sans vote au Parlement, sans considération aucune pour celles et ceux qui produisent vraiment la richesse en France.

En plus d'ignorer la réalité de la pénibilité du travail effectué par les plus précaires d'entre nous, notamment les femmes, cette réforme passe à côté de la catastrophe climatique que nous vivons. Pour répondre à ces deux points, le travail libre qu'est la retraite, au cours de laquelle chaque personne est libre de choisir ses engagements, doit être allongé et non raccourci.

Les conséquences de l'entêtement actuel se feront sentir dans tout le continent européen. Le gouvernement français pave la voie aux forces fachistes et réactionnaires sans réflexion aucune sur le futur qu'il nous prépare. La régression des libertés publiques à laquelle nous assistons en France nous semble un écho nauséabond des heures sombres de l'Europe d'il y a 90 ans.

Nous demandons au gouvernement français de retirer la loi promulguée samedi 15 avril avant l'aube. Nous demandons au gouvernement français de mettre un terme aux violences policières ayant lieu de manière systématique en France. Nous demandons au gouvernement français d'engager une politique de distribution des richesses équitable et correspondant à la vraie valeur du travail effectué par les personnes vivant en France.

Nous, travailleurs et travailleuses de Suisse affilié.e.s à la FAU, sommes pleinement solidaires du peuple français qui se bat pour plus de justice sociale et d'égalité. Car lorsque l'un ou l'une des nôtres est attaqué.e, c'est nous toutes qui le sommes. Et nous ne laisseront pas faire.

Veuillez recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées,

FAU / Nicolas Gaillard